



Rapport financier semestriel 2010

SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE.....	3
ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES	8
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	50
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	53



Rapport semestriel d'activité

Rapport d'activité semestriel 1^{er} semestre 2010

1. Chiffre d'affaires consolidé du Groupe du premier semestre 2010 à taux de change et périmètre constant : en légère amélioration par rapport au premier semestre 2009

A taux de change et périmètre constants, le chiffre d'affaires du premier semestre 2010 est en amélioration de 1.6% par rapport à celui du premier semestre 2009. Il s'établit à 139.2 M€ contre 137.0 M€ à fin juin 2009 à taux de change et périmètre constant.

En milliers d'euros	<i>Variation</i>			T2 2010	T2 2009
	2010	2009	à taux de change et périmètre constants		
France & Bénélux	52 403	56 746	-7,7%	27 533	27 967
Europe du Nord et de l'Est	54 171	51 139	5,9%	30 517	25 449
Europe du Sud, Afrique et autres	32 602	29 161	11,8%	18 585	16 078
TOTAL	139 176	137 046	1,6%	76 635	69 494

Après deux premiers mois difficiles qui avaient conduit à une baisse de chiffres d'affaire de 7.4% au premier trimestre, l'activité s'est redressée vigoureusement au 2^{ème} trimestre dans tous les secteurs d'activité du groupe

Si l'on compare le chiffre d'affaires du groupe EPC à fin juin 2010 (139.2 M€) par rapport au chiffre publié fin juin 2009 (136.9 M€), la croissance du chiffre d'affaires est de 1.7% et l'analyse par secteur géographique se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009	
France & Benelux	52 403	56 858	-7,8%
Europe du Nord et de l'Est	54 171	49 070	10,4%
Europe du Sud, Afrique et autres	32 602	30 928	5,4%
TOTAL	139 176	136 856	1,7%

2. Résultat opérationnel courant

Dans un contexte de croissance modérée de l'activité (+1.6%), le groupe a nettement amélioré son résultat opérationnel courant qui progresse de 20% par rapport au premier semestre 2009 pour s'établir à 4.2 M€

Le résultat opérationnel courant du secteur France Benelux est repassé en positif sur le semestre avec un bénéfice de +0.4 M€ contre une perte de -0.4 M€ à fin juin 2009. Ce résultat intègre une plus value de 1.3 M€ réalisée sur la cession d'un terrain. L'activité sur la zone a été pénalisée par une activité réduite dans la démolition et le forage minage. L'activité « explosifs » s'est en revanche nettement redressée.

Le résultat opérationnel courant du secteur Europe du Nord et Est s'élève à +1.4M€ contre +2.3 M€ à fin juin 2009. Cette baisse est due au fort retrait de l'activité en Irlande par rapport au premier semestre 2009. Les filiales en Europe Centrale et en Scandinavie ont en revanche amélioré leur performance.

Le résultat opérationnel courant du secteur Europe du Sud, Afrique, Autres, est en forte progression à 2.6 M€ contre 1.6 M€ à fin juin 2009. Cette performance est pour une large part attribuable au Maroc qui a nettement amélioré son activité.

3. Evènements significatifs du semestre écoulé

Cession de STID

La Société STID, filiale à 100% du groupe a été cédée à ses dirigeants le 25 février 2010. Cette société active dans la démolition de sites industriels en Lorraine n'avait pas de synergie réelle avec le groupe.

Signature d'une promesse de bail avec Solairedirect

Le 11 mars 2010, EPC a signé avec Solairedirect les premiers accords (dont une promesse de bail) formalisant le partenariat en vue de l'installation, sur le site de EPC-France de Saint Martin de Crau, d'un parc photovoltaïque d'une puissance de l'ordre de 50 MWc.

EPC-France dispose à Saint Martin de Crau d'un terrain particulièrement bien adapté à la production d'énergie solaire. Solairedirect est l'un des acteurs français majeurs du secteur photovoltaïque, intégrant une large part de la chaîne des métiers, de la production de panneaux au développement de projets.

L'objectif, ambitieux, vise à la création de l'un des plus importants parcs photovoltaïques d'Europe. La signature de ces accords permet de démarrer la phase d'étude d'impact. Objectif de démarrage de la construction : fin 2011/début 2012.

Des discussions importantes ont actuellement lieu entre Solairedirect et les autorités administratives dans le cadre de la modification du Plan Local d'Urbanisme.

Cession de l'activité défense en Italie

Le 24 mars 2010, EPC a accepté de céder au Groupe Allemand Rheinmetall l'activité et les biens composant la Division défense de sa filiale Italienne Società Esplosivi Industriali Spa (SEI). Rheinmetall reprendra ces activités sous le nom RWM Italia Munitions S.r.l.

SEI Spa continuera son activité actuelle dans le secteur des Explosifs à usage civil sur le marché Italien où cette société est leader.

La reprise de cette activité Défense par RWM Italia Munitions S.r.l. prendra effet dès l'obtention de toutes les autorisations de la part des autorités Italiennes

Les parties ont décidé de ne pas diffuser publiquement le montant de l'opération.

Ce désinvestissement dans un secteur non stratégique pour EPC est partie intégrante de la stratégie du Groupe de se concentrer sur les Explosifs à usage civil, son cœur de métier. Cela permettra en outre à SEI Spa de se renforcer sur le marché Italien des explosifs en ayant tous les moyens pour saisir les opportunités possibles de développement.

Signature d'un accord avec Davey Bickford

Un protocole d'accord a été signé le 17 mai 2010 entre les groupes EPC et Davey Bickford en vue d'effectuer les opérations suivantes :

- acquisition par le groupe EPC des droits détenus par la société Davey Bickford dans le GIE Nitro-Bickford ainsi que du réseau de distribution des produits explosifs y associés,
- organisation dans la durée de la relation entre les deux groupes concernant la commercialisation des détonateurs fabriqués par le groupe Davey Bickford,
- rachat par EPC des participations détenues par Davey Bickford dans le Groupe EPC, en particulier 35% d'EPC France (anciennement Nitrochimie), et du contrôle des sociétés africaines de distribution,
- rachat par le groupe Davey Bickford des 10% possédés par EPC dans la société Davey Bickford.

Le groupe EPC entend ainsi favoriser un nouvel essor dans son cœur de métier par une meilleure maîtrise de la distribution de ses produits ainsi qu'une amélioration de sa compétitivité et de sa présence sur le marché.

La finalisation de cet accord, soumis à un certain nombre de conditions suspensives, devrait intervenir au cours du deuxième semestre 2010.

Litige DG Construction

Le 31 mai 2010, le Tribunal de Commerce de Paris a rendu son jugement dans le litige qui opposait EPC aux sociétés Financière Constructeam et DG construction (cf Rapport financier annuel 2009, page 11).

- Le tribunal a considéré qu'EPC n'avait pas exécuté les obligations mises à sa charge par la lettre d'intention en date du 2 juillet 2008, mais qu'elle n'avait pas agi de mauvaise foi. En conséquence, il a condamné EPC à payer à DG Construction la somme de 660 000 € et à Financière Constructeam la somme de 100 000 €, à titre de dommages-intérêts avec intérêts au taux légal à compter de l'assignation, ainsi que la somme de 50 000 € au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.

Suite à cette condamnation, par mesure de prudence, la somme de 810 000 € a été provisionnée dans les comptes d'EPC au 30 juin 2010.

Le 9 juin 2010, EPC a fait appel de ce jugement devant la cour d'appel de Paris.

Le jugement étant assorti de l'exécution provisoire, EPC a réglé à DG Construction et Financière Constructeam la somme totale de 811 378 € le 6 juillet 2010.

BFMS (Burkina Faso)

Conformément à ce qui avait été annoncé, une action a été introduite à l'encontre de la Société Canadienne Etruscan en vue d'obtenir réparation du préjudice subi par notre filiale BFMS, du fait de la résiliation anticipé du contrat sur la mine de Youga. Comme prévu au contrat, la requête a été déposée devant un arbitre suivant le règlement d'arbitrage de la CCI. Le siège de l'arbitrage est tiendra à Londres. Ces points de procédure ont fait l'objet d'un accord entre les parties.

Démarrage de la ligne de production d'ANFO chez EPC Espana

Comme prévu, l'usine de production d'ANFO construite par EPC Espana à Vilatobas a démarré sa production commerciale en mai 2010. Toutes les autorisations administratives et de sécurité ont été obtenues. La société est désormais capable de fournir ses clients Espagnols avec sa propre production.

MCS (Arabie Saoudite)

EPC a constitué en 2009 sous le nom de MCS une Joint Venture en Arabie Saoudite avec la société Saoudienne Modern Chemical Company en vue de produire et de commercialiser des explosifs civils sur le marché Saoudien. Ce projet comprend 2 Usines d'ANFO et une usine d'émulsion. Les travaux ont débuté dès fin 2009 et se sont poursuivis tout au long du premier semestre. Les premières productions et commercialisations d'explosifs sont attendues avant la fin de l'année.

EPC dispose, à travers sa filiale EPC Minetech, de plusieurs options pour passer de 10 à 40 % de participation dans cette Joint Venture. Ces options doivent être exercées avant le 31 décembre 2010 et ont été valorisées sur la base du business plan approuvé par le conseil d'administration de MCS et selon la méthode recommandée par les IFRS pour ce type d'instrument. Cette évaluation a conduit à valoriser ces options à 1.4 M€. Cette valeur traduit l'intérêt pour le Groupe de réaliser cet investissement au prix convenu.

En application des normes IFRS, le Groupe a été conduit à comptabiliser ces options dans ses comptes au 30 juin 2010. Elles figurent dans la situation financière consolidée dans la rubrique actifs financiers courants, le produit correspondant figure pour 1.4M€ en autres produits opérationnels non courants.

Si les options venaient, pour quelque raison que ce soit, à ne pas être exercées au 31 décembre 2010 (leur date limite de validité), une charge du même montant devrait être comptabilisée sur le second semestre. En revanche, si les options sont effectivement exercées, leur montant (ajusté éventuellement de la variation de la valeur des options entre le 30 juin 2010 et la date d'exercice) sera ajouté au prix d'achat des titres au moment de l'acquisition. La valeur résultante sera régulièrement testée dans le cadre des tests sur les pertes de valeur.

4. Evolution prévisible pour le semestre à venir

L'activité s'est nettement redressée au 2^{ème} trimestre. Cette tendance positive semble se poursuivre sur le deuxième semestre.

Ce bon niveau d'activité devrait profiter à l'ensemble des zones.

Le 31 août 2010



Etats financiers semestriels Consolidés Résumés

SOMMAIRE

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RESUME AU 30 JUIN 2010	10
ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2010	10
ETAT DE SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2010	12
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2010.....	13
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	15
ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DU PREMIER SEMESTRE 2010	16

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ RESUME AU 30 JUIN 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2010	30 juin 2009
Activités poursuivies			
Produit des activités ordinaires	4.1	139 176	136 856
Autres produits		518	722
Achats consommés		(57 973)	(60 075)
Autres achats et charges externes	5.1	(36 835)	(37 519)
Variation des stocks d'encours et de produits finis	6.7	(1 132)	2 472
Charges de personnel	5.2	(32 132)	(31 640)
Amortissements et dépréciations des immobilisations		(6 765)	(7 236)
Dotations et reprises de provisions		684	1 006
Autres produits et charges d'exploitation	5.3	(1 261)	(1 098)
Résultat opérationnel courant		4 280	3 488
Autres produits et charges opérationnels	5.4	550	(1 405)
Résultat opérationnel		4 830	2 083
Coût de l'endettement financier net	5.5	(1 443)	(1 833)
Autres produits et charges financiers	5.5	(777)	(337)
Quote-part du résultat des entreprises mises en équivalence	6.4	788	1 108
Résultat avant impôt		3 398	1 021
Impôt sur les résultats	5.6	(1 582)	(1 259)
Résultat net de l'ensemble consolidé – activités poursuivies		1 816	(238)
Résultat net des activités abandonnées (*)	9	(195)	268
Résultat net de l'ensemble consolidé – total		1 621	30
Résultat net – part du groupe		1 904	362
Résultat net – part des minoritaires		(283)	(332)
Résultat par action de l'activité globale – part du groupe			
Résultat par action		9,38	1,62
Résultat par part de fondateur		16,15	3,09
Résultat dilué par action		9,38	1,62
Résultat dilué par part de fondateur		16,15	3,09

(*) L'impact des activités abandonnées au 2^{ème} semestre 2009 au titre du premier semestre 2009 est présenté en note 9

**ETAT DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES
AU 30 JUIN 2010**

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Résultat net total	1 621	30
Ecarts de conversion sur sociétés intégrées globalement	1 136	734
Ecarts de conversion sur sociétés mises en équivalence	511	(21)
Ecarts actuariels (nets d'impôt)	104	(1 282)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 751	(569)
Résultat global	3 372	(539)
<i>dont quote-part du Groupe</i>	<i>3 600</i>	<i>(160)</i>
<i>dont quote-part revenant aux minoritaires</i>	<i>(228)</i>	<i>(379)</i>

ETAT DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2010	Exercice 2009
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	6.1	19 067	19 069
Immobilisations incorporelles	6.2	207	998
Immobilisations corporelles	6.3	74 408	87 564
Participations dans les entreprises associées	6.4	3 418	4 303
Autres actifs financiers non courants	6.6	2 099	1 941
Actifs d'impôts différés	6.12	8 804	10 041
Autres actifs long terme		506	521
Total actifs non courants		108 509	124 437
Stocks	6.7	24 171	31 603
Clients et autres débiteurs	6.8	113 617	97 965
Créances fiscales		509	233
Actifs financiers courants	(*)	1 400	-
Autres actifs courants		4 133	4 194
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.9	27 336	31 531
Total actifs courants		171 166	165 526
Groupes d'actifs destinés à être cédés	8	24 066	379
TOTAL ACTIF		303 741	290 342
PASSIF			
Capital	6.10	5 220	5 220
Réserves		97 251	93 936
Résultat net de l'exercice – part du groupe		1 904	1 844
Capitaux propres part du groupe		104 375	101 000
Intérêts minoritaires		5 473	4 525
Capitaux propres		109 848	105 525
Dettes financières non courantes	6.11	29 294	31 489
Passifs d'impôts différés	6.12	1 935	2 504
Provisions pour avantages aux salariés	6.13	10 502	11 676
Autres provisions non courantes	6.14	26 221	26 519
Autres passifs long terme		413	1 422
Total passifs non courants		68 365	73 610
Fournisseurs et autres créditeurs	6.15	73 256	69 868
Dettes d'impôt		1 110	675
Dettes financières courantes	6.11	40 252	36 325
Autres provisions courantes	6.14	2 793	2 518
Autres passifs courants		1 951	1 540
Total passifs courants		119 362	110 926
Total dettes		187 727	184 536
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	8	6 166	281
TOTAL PASSIF		303 741	290 342

(*) Dont 1.4 M€ lié aux options sur la Joint Venture MCS (cf note 2.7)

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2010	30 juin 2009
Résultat net consolidé		1 621	30
Elim. du résultat des mises en équivalence		(788)	(1 108)
Elim. des amortissements et provisions		7 138	7 065
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		(1 337)	(418)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie	(*)	(1 392)	(29)
Elim. De l'effet d'actualisation		393	381
Elim. des produits de dividendes		(167)	(104)
Marge brute d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		5 468	5 817
Elim. de la charge (produit) d'impôt	5.6	1 672	1 259
Elim. du coût de l'endettement financier net	5.5	1 443	1 833
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		8 583	8 909
Incidence de la variation du BFR	6.16	(13 387)	(7 799)
Impôts payés		(1 429)	(687)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(6 233)	423
Incidence des variations de périmètre	6.17	-	129
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.3	(3 980)	(6 456)
Acquisition d'actifs financiers		(11)	(9)
Variation des prêts et avances consentis		331	(242)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		2 886	1 421
Cession d'actifs financiers		-	-
Dividendes reçus		2 354	1 411
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		1 580	(3 746)
Augmentation de capital		-	-
Emission d'emprunts		4 004	3 411
Remboursement d'emprunts		(6 344)	(7 359)
Intérêts financiers nets versés		(1 484)	(1 855)
Dividendes payés aux actionnaires du groupe		-	-
Dividendes payés aux minoritaires		1 197	694
Autres flux liés au financement		(500)	(2 000)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(3 127)	(7 109)
Incidences de la variation des taux de change		270	171
Incidence des changements de principes comptables		-	-
Variation de la trésorerie		(7 510)	(10 261)
Trésorerie d'ouverture	6.9	24 471	30 662
Trésorerie de clôture	6.9	16 961	20 401

(*) Dont 1.4 M€ lié aux options sur la Joint Venture MCS (cf note 2.7)

Les impacts dans le tableau de flux de trésorerie liés aux activités abandonnées sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Résultat net consolidé	(195)	268
Marge brute d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(21)	62
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(332)	(62)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	102	152
Flux de trésorerie liés aux activités de financement (1)	(146)	(2 000)
Incidence de la variation de taux de change	(56)	-
Variation de la trésorerie	(432)	(1 916)
Trésorerie d'ouverture	(366)	(592)
Trésorerie de clôture	(798)	(2 508)

(1) Au 30 juin 2010 : 0,5 M€ (2 M€ au 30 juin 2009) correspondent à l'effet trésorerie sur le premier semestre des engagements provisionnés sur STIPS TI au 31 décembre 2009 .

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

<i>En milliers d'euros</i>	Capital social	Actions propres	Réserves consolidées et résultat part du groupe	Réserves de conversion	Total capitaux propres – part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Total au 31 décembre 2008	5 220	(2 478)	99 683	(3 008)	99 417	1 791	101 208
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(1 127)	605	(522)	(47)	(569)
Résultat net de l'exercice	-	-	362	-	362	(332)	30
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	(765)	605	(160)	(379)	(539)
Dividendes versés	-	-	-	-	-	694	694
Variations de périmètre	-	-	(2 074)	-	(2 074)	2 074	-
Autres variations	-	-	-	2	2	1	3
Total au 30 juin 2009	5 220	(2 478)	96 844	(2 401)	97 185	4 181	101 366

Total au 31 décembre 2009	5 220	(2 478)	100 651	(2 393)	101 000	4 525	105 525
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres (2)	-	-	192	1 504	1 696	55	1 751
Résultat net de l'exercice	-	-	1 904	-	1 904	(283)	1 621
Total des produits et charges comptabilisés	-	-	2 096	1 504	3 600	(228)	3 372
Dividendes versés	-	-	-	-	-	951	951
Variations de périmètre (1)	-	-	(225)	-	(225)	225	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-
Total au 30 juin 2010	5 220	(2 478)	102 522	(889)	104 375	5 473	109 848

(1) Les variations du 1^{er} semestre 2010 pour 225 K€ correspondent à la cession interne des titres entre sociétés intégrées globalement à des taux de détention différents. Ces opérations sont détaillées au point 2.1.

(2) La variation des réserves de conversion concerne essentiellement les écarts de conversion enregistré sur la Livre Sterling.



Annexe aux états financiers consolidés du premier semestre 2010

SOMMAIRE

1. PRESENTATION GENERALE	19
2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2010	19
2.1. Evolution du périmètre de consolidation	19
2.2. Signature d'une promesse de bail avec SOLAIRDIRECT	19
2.3. Cession de l'activité défense en Italie	20
2.4. Signature d'un accord avec Davey Bickford	20
2.5. Litige DG Construction	21
2.6. Démarrage de la ligne de production d'ANFO chez EPC Espana	21
2.7. MCS (Arabie Saoudite)	21
2.8. BFMS (Burkina Faso)	22
2.9. Evolution prévisible pour le semestre à venir	22
3. PRINCIPES COMPTABLES	23
3.1. Principes généraux et normes comptables	23
3.2. Recours à des estimations	24
4. INFORMATION SECTORIELLE	25
4.1. Informations comparatives	25
4.2. Résultats sectoriels	26
4.3. Autres éléments sectoriels inclus dans le compte de résultat, sans contrepartie de trésorerie	28
4.4. Investissements sectoriels	28
5. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	29
5.1. Autres achats et charges externes	29
5.2. Charges de personnel	29
5.3. Autres produits et charges d'exploitation	30
5.4. Autres produits et charges opérationnels	30
5.5. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	30
5.6. Impôt sur les résultats	31
6. NOTES RELATIVES A L'ETAT DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE	32
6.1. Écarts d'acquisition	32
6.2. Immobilisations incorporelles	33
6.3. Immobilisations corporelles	34
6.4. Participation dans les entreprises associées	35
6.5. Participation dans les co-entreprises	35
6.6. Autres actifs financiers non courants	36
6.7. Stocks	37
6.8. Clients et autres débiteurs	38
6.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie	38
6.10. Capital	39
6.11. Dettes financières	39
6.12. Impôts différés au bilan	40
6.13. Provisions pour avantages aux salariés	40
6.14. Autres provisions	41
6.15. Fournisseurs et autres créditeurs	41
6.16. Besoin en Fonds de Roulement	42
6.17. Incidence des variations de périmètre	42
6.18. Engagements financiers	43
7. INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIEES	43
7.1. Contrôle	43
7.2. Relation avec les filiales	43
7.3. Transactions avec des parties liées	43

8. ACTIVITES CEDEES	44
8.1. Cession de l'activité « Défense » en Italie	44
8.2. Cession de la société STID.....	44
9. ABANDONS D'ACTIVITES	45
9.1. Arrêt des activités portugaises	45
9.2. Arrêt des activités de Nitrokemfor Services	45
9.3. Arrêt des activités de BFMS.....	45
9.4. Liquidation de STIPS TI et ses filiales	46
10. SOCIETES DU GROUPE.....	47
11. ÉVENEMENTS POST CLOTURE	49

1. Présentation générale

Le groupe EPC est un groupe international. EPC SA est une société anonyme cotée à la bourse de Paris (ISIN FR000037343) immatriculée en France. EPC pratique principalement trois activités :

- La fabrication d'explosifs à usage civil et leur mise en œuvre (forage minage),
- La démolition, autres activités diversifiées (produits chimiques et défense).

La société mère, Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, est une société anonyme française dont le siège social est situé au 61, rue de Galilée, 75008 Paris.

Les comptes consolidés du Groupe EPC ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 31 août 2010, qui en a autorisé la publication.

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

2. Faits marquants du premier semestre 2010

2.1. Evolution du périmètre de consolidation

2.1.1. Cessions internes de titres

Les titres de la société EXCHEM DEFENCE SYSTEM Ltd ont été cédés par l'entité SEI à l'entité EXCHEM, sociétés intégrées globalement à des taux d'intérêts différents. Cette opération porte le taux d'intérêt de EXCHEM DEFENCE SYSTEM Ltd à 87,02% (contre 99,87% au 31 décembre 2009).

2.1.2. Transmission Universelle de Patrimoine et dissolution de sociétés

En date du 21 juin, la société SMA a absorbé la société SAMS et la société SOCCAP a absorbé la société SFG par transmission universelle de patrimoine.
Les sociétés SAMS et SFG ont été dissoute.

En date du 1^{er} janvier la société EPC GmbH a été absorbée par l'entité EPC Deutschland et dissoute.

2.1.3. Cession de la société STID

La Société STID, filiale à 100% du groupe a été cédée à ses dirigeants le 25 février 2010. Cette société active dans la démolition de sites industriels en Lorraine n'avait pas de synergie réelle avec le groupe.

2.2. Signature d'une promesse de bail avec SOLAIRDIRECT

Le 11 mars 2010, EPC a signé avec Solairedirect les premiers accords (dont une promesse de bail) formalisant le partenariat en vue de l'installation, sur le site de EPC-France de Saint Martin de Crau, d'un parc photovoltaïque d'une puissance de l'ordre de 50 MWc.

EPC-France dispose à Saint Martin de Crau d'un terrain particulièrement bien adapté à la production d'énergie solaire. Solairedirect est l'un des acteurs français majeurs du secteur photovoltaïque, intégrant une large part de la chaîne des métiers, de la production de panneaux au développement de projets.

L'objectif, ambitieux, vise à la création de l'un des plus importants parcs photovoltaïques d'Europe. La signature de ces accords permet de démarrer la phase de l'étude d'impact. Objectif de démarrage de la construction : fin 2011/début 2012.

Des discussions importantes ont actuellement lieu entre Solairedirect et les autorités administratives dans le cadre de la modification du Plan Local d'Urbanisme.

2.3. Cession de l'activité défense en Italie

Le 24 mars 2010, EPC a accepté de céder au Groupe Allemand Rheinmetall l'activité et les biens composant la Division défense de sa filiale Italienne Società Esplosivi Industriali Spa (SEI). Rheinmetall reprendra ces activités sous le nom RWM Italia Munitions S.r.l.

SEI Spa continuera son activité actuelle dans le secteur des Explosifs à usage civil sur le marché Italien où cette société est leader.

La reprise de cette activité Défense par RWM Italia Munitions S.r.l. prendra effet dès l'obtention de toutes les autorisations de la part des autorités Italiennes
Les parties ont décidé de ne pas diffuser publiquement le montant de l'opération.

Ce désinvestissement dans un secteur non stratégique pour EPC est partie intégrante de la stratégie du Groupe de se concentrer sur les Explosifs à usage civil, son cœur de métier. Cela permettra en outre à SEI Spa de se renforcer sur le marché Italien des explosifs en ayant tous les moyens pour saisir les opportunités possibles de développement.

Les actifs et passifs de l'activité défense concernés par la cession ont été classés dans la Situation Financière Consolidée au 30 juin 2010 en actifs et passifs destinés à être cédés.

2.4. Signature d'un accord avec Davey Bickford

Un protocole d'accord a été signé le 17 mai 2010 entre les groupes EPC et Davey Bickford en vue d'effectuer les opérations suivantes :

- acquisition par le groupe EPC des droits détenus par la société Davey Bickford dans le GIE Nitro-Bickford ainsi que du réseau de distribution des produits explosifs y associés,
- organisation dans la durée de la relation entre les deux groupes concernant la commercialisation des détonateurs fabriqués par le groupe Davey Bickford,
- rachat par EPC des participations détenues par Davey Bickford dans le Groupe EPC, en particulier 35% d'EPC France (anciennement Nitrochimie), et du contrôle des sociétés africaines de distribution,
- rachat par le groupe Davey Bickford des 10% possédés par EPC dans la société Davey Bickford.

Le groupe EPC entend ainsi favoriser un nouvel essor dans son cœur de métier par une meilleure maîtrise de la distribution de ses produits ainsi qu'une amélioration de sa compétitivité et de sa présence sur le marché.

La finalisation de cet accord, soumis à un certain nombre de conditions suspensives, devrait intervenir au cours du deuxième semestre 2010.

2.5. Litige DG Construction

Le 31 mai 2010, le Tribunal de Commerce de Paris a rendu son jugement dans le litige qui opposait EPC aux sociétés Financière Constructeam et DG construction (cf Rapport financier annuel 2009, page 11).

- Le tribunal a considéré qu'EPC n'avait pas exécuté les obligations mises à sa charge par la lettre d'intention en date du 2 juillet 2008, mais qu'elle n'avait pas agi de mauvaise foi. En conséquence, il a condamné EPC à payer à DG Construction la somme de 660 000 € et à Financière Constructeam la somme de 100 000 €, à titre de dommages-intérêts avec intérêts au taux légal à compter de l'assignation, ainsi que la somme de 50 000 € au titre de l'article 700 du Code de procédure civile.

Le 9 juin 2010, EPC a fait appel de ce jugement devant la cour d'appel de Paris.

Le jugement étant assorti de l'exécution provisoire, EPC a réglé à DG Construction et Financière Constructeam la somme totale de 811 378 € le 6 juillet 2010.

La somme de 810 000 € a été provisionnée dans les comptes d'EPC au 30 juin 2010.

2.6. Démarrage de la ligne de production d'ANFO chez EPC Espana

Comme prévu, l'usine de production d'ANFO construite par EPC Espana à Vilatobas a démarré sa production commerciale en mai 2010. Toutes les autorisations administratives et de sécurité ont été obtenues. La société est désormais capable de fournir ses clients Espagnols avec sa propre production.

2.7. MCS (Arabie Saoudite)

EPC a constitué en 2009 sous le nom de MCS une Joint Venture en Arabie Saoudite avec la société Saoudienne Modern Chemical Company en vue de produire et de commercialiser des explosifs civils sur le marché Saoudien. Ce projet comprend 2 Usines d'ANFO et une usine d'émulsion. Les travaux ont débuté dès fin 2009 et se sont poursuivis tout au long du premier semestre. Les premières productions et commercialisations d'explosifs sont attendues avant la fin de l'année.

EPC dispose, à travers sa filiale EPC Minetech, de plusieurs options pour passer de 10 à 40 % de participation dans cette Joint Venture. Ces options doivent être exercées avant le 31 décembre 2010 et ont été valorisées sur la base du business plan approuvé par le conseil d'administration de MCS et selon la méthode recommandée par les IFRS pour ce type d'instrument. Cette évaluation a conduit à valoriser ces options à 1.4 M€. Cette valeur traduit l'intérêt pour le Groupe de réaliser cet investissement au prix convenu.

En application des normes IFRS, le Groupe a été conduit à comptabiliser ces options dans ses comptes au 30 juin 2010. Elles figurent dans la situation financière consolidée dans la rubrique actifs financiers courants, le produit correspondant figure pour 1.4M€ en autres produits opérationnels non courants.

Si les options venaient, pour quelque raison que ce soit, à ne pas être exercées au 31 décembre 2010 (leur date limite de validité), une charge du même montant devrait être comptabilisée sur le second semestre. En revanche, si les options sont effectivement exercées, leur montant (ajusté éventuellement de la variation de la valeur des options entre le 30 juin 2010 et la date d'exercice) sera ajouté au prix d'achat des titres au moment de l'acquisition. La valeur résultante sera régulièrement testée dans le cadre des tests sur les pertes de valeur.

2.8. BFMS (Burkina Faso)

Conformément à ce qui avait été annoncé, une action a été introduite à l'encontre de la Société Canadienne Etruscan en vue d'obtenir réparation du préjudice subi par notre filiale BFMS, du fait de la résiliation anticipé du contrat sur la mine de Youga. Comme prévu au contrat, la requête a été déposée devant un arbitre suivant le règlement d'arbitrage de la CCI. Le siège de l'arbitrage se tiendra à Londres. Ces points de procédure ont fait l'objet d'un accord entre les parties.

2.9. Evolution prévisible pour le semestre à venir

L'activité s'est nettement redressée au 2^{ème} trimestre. Cette tendance positive semble se poursuivre sur le deuxième semestre.

Ce bon niveau d'activité devrait profiter à l'ensemble des zones.

3. Principes comptables

3.1. Principes généraux et normes comptables

3.1.1. Principe général

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf indication contraire.

En application du règlement n°1126/2008 du Conseil européen adopté le 3 novembre 2008, le Groupe EPC a établi ses comptes consolidés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union européenne à la date de préparation des états financiers.

Les comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2010 sont établis conformément à la norme IAS 34 - Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour l'établissement des états financiers annuels, et à ce titre ils doivent être lus en liaison avec les états financiers consolidés du Groupe EPC au 31 décembre 2009.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34, les comptes présentés sont les états consolidés d'EPC SA ; les comptes sociaux de la précédente clôture (31.12.2009) ont été déposés au greffe ; les commissaires aux comptes ont émis leur rapport sur les comptes sociaux de la précédente clôture (31.12.2009) ; les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux de la précédente clôture (31.12.2009) ont été émis sans réserve.

S'agissant des comptes condensés, le Groupe n'a pas procédé dans les comptes consolidés semestriels à l'anticipation ou au différé de coûts encourus.

A l'exception des points décrits ci-dessous, les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Conformément à l'avis du CNC du 14 janvier 2010, qui permet le reclassement de la CVAE des charges opérationnelles courantes en charge d'impôt sur les bénéfices pour les exercices fiscaux ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010. Le groupe EPC se réserve la possibilité de retenir l'option pour la clôture au 31 décembre 2010, après avoir affiné les calculs de la CVAE pour chacune des filiales françaises assujetties à la CET.

3.1.2. Normes, mises à jour et interprétations entrant en vigueur au 1^{er} janvier 2010 et qui n'ont pas d'impact sur l'information financière présentée

- IFRS 3 R et IAS 27 révisées – *Regroupements d'entreprises*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 3 juin 2009.
- IFRIC 17, *Distribution d'actif non monétaire aux actionnaires*, applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 26 novembre 2009.
- IFRIC 18, *transferts d'actifs clients*. Cette norme a été adoptée par l'Union Européenne le 27 novembre 2009 et est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009.

3.1.3. Normes, mises à jour et interprétations qui ne sont pas encore applicables au 1^{er} janvier 2010 et qui n'ont pas été appliquées de manière anticipée par le Groupe.

- IFRIC 19, *Extinction d'une dette financière par émission d'actions*, applicable pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2010.

3.2. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui peuvent affecter les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- l'évaluation des impôts différés
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- l'évaluation des coûts de démantèlement, décontamination et de remise en état des sites
- l'évaluation des options sur la Joint Venture MCS (cf note 2.7)

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

4. Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 – *secteurs opérationnels*, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources par le principal décideur opérationnel (pour le Groupe, le Président-Directeur général et le Directeur général).

Les secteurs présentés par le Groupe reflètent l'organisation choisie par le décideur, selon une analyse axée principalement sur la géographie. Les secteurs retenus sont les suivants :

- France et Benelux
- Europe du Nord et de l'Est
- Europe du Sud, Afrique et autres pays

Les informations relatives aux secteurs opérationnels présentés suivent les mêmes règles comptables que celles utilisée pour les états financiers consolidés.

4.1. Informations comparatives

4.1.1. Produit des activités ordinaires par pays d'origine

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010	Juin 2009	Variation %
France & Benelux (dont Holding)	52 403	56 858	-7,8%
Europe du Nord et de l'Est	54 171	49 070	10,4%
Europe du Sud, Afrique et autres	32 602	30 928	5,4%
Total	139 176	136 856	1,7%

Variation du produit des activités ordinaires à taux de change, périmètre et présentation constants

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010	Juin 2009	Variation %
France & Benelux (dont Holding)	52 403	56 746	-7,7%
Europe du Nord et de l'Est	54 171	51 139	5,9%
Europe du Sud, Afrique et autres	32 602	29 161	11,8%
Total	139 176	137 046	1,6%

4.1.2. Résultat opérationnel courant par pays d'origine

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010	Juin 2009
France & Benelux (dont Holding)	306	(387)
Europe du Nord et de l'Est	1 380	2 306
Europe du Sud, Afrique et autres	2 594	1 569
Total	4 280	3 488

4.1.3. Résultat net par pays d'origine

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010	Juin 2009
France & Benelux (dont Holding)	(1 765)	(666)
Europe du Nord et de l'Est	368	(262)
Europe du Sud, Afrique et autres	3 018	958
Total	1 621	30

4.2. Résultats sectoriels

4.2.1. France & Bénélux (dont Holding)

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010	Juin 2009
Produit des activités ordinaires	54 770	58 498
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(2 367)	(1 640)
Produit des activités ordinaires	52 403	56 858
Résultat opérationnel courant	306	(387)
Résultat opérationnel	(504)	(387)
Charges financières – net	(818)	(503)
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	-	-
Résultat avant impôts	(1 322)	(890)
Impôt sur les résultats	(443)	(159)
Résultat net – activités poursuivies	(1 765)	(1 049)
Résultat net – activités abandonnées	-	383
Résultat net total	(1 765)	(666)

4.2.2. Europe du Nord et de l'Est

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010	Juin 2009
Produit des activités ordinaires	54 307	49 132
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(136)	(62)
Produit des activités ordinaires	54 171	49 070
Résultat opérationnel courant	1 380	2 306
Résultat opérationnel	1 380	901
Charges financières – net	(682)	(566)
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	-	-
Résultat avant impôts	698	335
Impôt sur les résultats	(330)	(597)
Résultat net – activités poursuivies	368	(262)
Résultat net – activités abandonnées	-	-
Résultat net total	368	(262)

4.2.3. Europe du Sud, Afrique et autres

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010	Juin 2009
Produit des activités ordinaires	32 920	30 955
Produit des activités ordinaires intersectoriel	(318)	(27)
Produit des activités ordinaires	32 602	30 928
Résultat opérationnel courant	2 594	1 569
Résultat opérationnel	3 954	1 569
Charges financières – net	(720)	(1 101)
Quotes-parts de résultat des entreprises mises en équivalence	788	1 108
Résultat avant impôts	4 022	1 576
Impôt sur les résultats	(809)	(503)
Résultat net – activités poursuivies	3 213	1 073
Résultat net – activités abandonnées	(195)	(115)
Résultat net total	3 018	958

4.3. Autres éléments sectoriels inclus dans le compte de résultat, sans contrepartie de trésorerie

4.3.1. France & Bénélux (dont Holding)

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010	Juin 2009
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(2 798)	(3 253)
Dot/Rep. aux provisions	979	1 202

4.3.2. Europe du Nord et de l'Est

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010	Juin 2009
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(2 734)	(2 548)
Dot/Rep. aux provisions	(38)	75

4.3.3. Europe du Sud, Afrique et autres

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010	Juin 2009
Dot/Rep. aux amortissements et pertes de valeur des immobilisations	(1 233)	(1 435)
Dot/Rep. aux provisions	(257)	(271)

4.4. Investissements sectoriels

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010	Juin 2009
France & Bénélux (dont Holding)	2 237	3 358
Europe du Nord et de l'Est	1 074	2 457
Europe du Sud, Afrique et autres	669	641
Investissements (incorp & corp)*	3 980	6 456

* hors investissements financés par contrat de locations financement (voir note 6.3)

5. Notes relatives au compte de résultat

5.1. Autres achats et charges externes

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Autres services extérieurs	(2 145)	(3 331)
Locations	(4 923)	(5 551)
Prestations générales Groupe (1)	(4 003)	(4 597)
Entretien et grosses réparations	(4 048)	(3 928)
Commissions sur vente	(4 600)	(4 667)
Frais de transport	(6 502)	(5 089)
Frais de déplacement	(2 666)	(2 453)
Intérimaires	(1 443)	(1 899)
Assurance	(2 083)	(1 780)
Rémunérations d'intermédiaires	(2 218)	(1 950)
Autres achats et charges externes	(2 204)	(2 274)
Total des autres achats et charges externes	(36 835)	(37 519)

(1) Les prestations générales Groupe correspondent à des prestations de services facturées par des parties liées de groupe.

5.2. Charges de personnel

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Rémunérations	(23 702)	(22 672)
Charges sociales	(7 839)	(8 618)
Autres charges de personnel	(591)	(350)
Total charges de personnel	(32 132)	(31 640)

L'évolution du taux de charges sociales est lié aux opérations de restructuration provisionnées au 30 juin 2009.

Paiements en action

Par délibération, en date du 24 octobre 2006, prise en application de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires réunie le 18 juin 1992, le Conseil d'administration a consenti, dans le cadre des dispositions des articles L.225-179 et suivants du Code de commerce, 7 500 options donnant droit à l'achat d'actions provenant d'acquisitions effectuées préalablement à l'ouverture de l'option par la Société elle-même, en application des dispositions de l'article L.225-209 du N.C.C..

Les options ont été consenties à un prix unitaire de 315,64 €, et sont à exercer au plus tard le 23 octobre 2010.

Aucune option n'a été levée au titre de l'exercice écoulé.

5.3. Autres produits et charges d'exploitation

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Production immobilisée	16	62
Subventions d'exploitation	41	34
Subventions d'investissement virées au compte de résultat	82	82
Produits de cession d'immobilisations (1)	2 785	1 140
Autres produits d'exploitation	435	2 617
Total autres produits	3 359	3 935
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	(1 084)	(814)
Impôts et taxes	(1 758)	(2 350)
Autres charges d'exploitation	(1 778)	(1 869)
Total autres charges	(4 620)	(5 033)
Total autres produits et charges d'exploitation	(1 261)	(1 098)

(1) dont 1.3 M€ de plus value de cession de terrain au 30 juin 2010

5.4. Autres produits et charges opérationnels

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010	Juin 2009
Filiale irlandaise	-	(1 405)
Filiale sénégalaise (1)	(40)	-
EPC SA (2)	(810)	-
Options sur la Joint Venture MCS (Note 2.7)	1 400	-
Total autres produits et charges opérationnels	550	(1 405)

(1) Frais de restructuration comptabilisés dans la filiale Sénégalaise.

(2) Litige avec DG Construction suite à la décision rendue par le Tribunal de Commerce de Paris en date du 9 juin 2010.

5.5. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	45	133
Charges d'intérêts	(1 488)	(1 966)
Coût de l'endettement financier net	(1 443)	(1 833)

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Pertes et gains de change	124	(13)
Coût financier sur avantages au personnel (« interest cost »)	(224)	(150)
Charge de désactualisation des provisions	(393)	(381)
Dividendes reçus de sociétés non consolidées	167	104
Dotations et reprises aux provisions financières	(129)	6
Autres charges et produits financiers	(322)	97
Autres produits et charges financiers	(777)	(337)

Total du résultat financier	(2 220)	(2 170)
------------------------------------	----------------	----------------

5.6. Impôt sur les résultats

La charge d'impôts sur le résultat s'analyse de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
(Charge) / produit d'impôts exigibles (Charge) / produit d'impôts différés	(1 535) (47)	(1 552) 293
Total	(1 582)	(1 259)
Impôts reclassé en activités abandonnées	(90)	-
Charge (produit) d'impôt éliminé sur le tableau de flux de trésorerie	(1 672)	(1 259)

Le rapprochement entre l'impôt théorique au taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Résultat avant impôt et résultat des entreprises liées	2 415	(87)
Taux d'imposition théorique en vigueur en France	33,33%	33,33%
Impôt théorique attendu	(805)	29
Déficits reportables de la période non activés	(1 910)	(975)
Déficits activés sur la période	-	-
Déficits antérieurs non activés utilisés sur la période	242	105
Différentiel de taux sur résultat étranger	3	(2)
Autres différences permanentes	888	(416)
Impôt effectivement comptabilisé	(1 582)	(1 259)
Taux d'impôt effectif	*	*

* La non activation des déficits conduit au calcul d'un taux d'impôt effectif sans signification.

Le Groupe a choisi au 30 juin comme pour les exercices clos au 31 décembre 2009 et le 31 décembre 2008, de limiter le montant des actifs d'impôt différé reconnu au titre des pertes fiscales à l'impôt calculé sur le bénéfice prévisionnel de l'année suivante qui inclut une plus value de cession sur des terrains liée au projet SOLAIREDIRECT. Au 30 juin 2010 aucune activation complémentaire des déficits n'a été comptabilisée.

Au 30 juin 2010, le Groupe dispose au niveau de l'intégration fiscale en France d'un stock non activé d'impôt différé de 9 975 k€ au titre des déficits reportables

Les taux d'impôt applicables sont identiques aux taux appliqués au 31 décembre 2009.

6. Notes relatives à l'état de situation financière consolidée

6.1. Écarts d'acquisition

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	Exercice 2009
Au 1^{er} janvier		
Valeur brute	21 012	21 050
Pertes de valeur cumulées	(1 943)	(1 943)
Valeur nette à l'ouverture	19 069	19 107
Acquisitions par voie de regroupement d'entreprises	-	-
Variations de périmètre (1)	-	(42)
Ecart de conversion	(2)	4
Pertes de valeur enregistrées en résultat	-	-
Au 30 juin 2010		
Valeur brute	21 010	21 012
Pertes de valeur cumulées (2)	(1 943)	(1 943)
Valeur nette à la clôture	19 067	19 069

(1) La variation des écarts d'acquisition de l'exercice 2009 est due à l'entrée dans le périmètre de la société EPC Ceska pour 39K€ et au reclassement de l'entité STID en actifs destinés à être cédés pour (81)K€.

(2) Les pertes de valeurs cumulées concernent l'UGT démolition.

Tests de perte de valeur

Au 30 juin 2010, la revue des indices de perte de valeur ne remet pas en cause les évaluations réalisées au 31 décembre 2009. Aucune dépréciation supplémentaire n'a donc été comptabilisée.

6.2. Immobilisations incorporelles

Aucune perte de valeur n'a été constatée sur les immobilisations incorporelles pour les deux exercices 2009 et 2010.

Juin 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Concessions, brevets, licences	Frais de développe ment	Autres immos incorp. & en cours	Total
Au 31 décembre 2009				
Valeurs brutes	1 570	708	1 317	3 595
Amortissements cumulés et dépréciations	(1 395)	(469)	(733)	(2 597)
Valeur nette au 31 décembre 2009	175	239	584	998
Variations du premier semestre				
Acquisitions	53	-	9	62
Variations de périmètre	-	-	-	-
Sorties	(13)	-	-	(13)
Ecart de conversion	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	(47)	(40)	(28)	(115)
Autres mouvements (1)	(98)	(199)	(428)	(725)
Valeur nette au 30 juin 2010	70	-	137	207
Au 30 juin 2010				
Valeurs brutes	888	-	915	1 803
Amortissements cumulés et dépréciations	(818)	-	(778)	(1 596)
Valeur nette au 30 juin 2010	70	-	137	207

(1) Les autres mouvements correspondent, entre autres, au reclassement des actifs « Défense » des filiales italiennes, Società Esplosivi Industriali Spa (SEI) et SARDA, dans les groupes d'actifs destinés à être cédés pour 625 K€.

6.3. Immobilisations corporelles

Juin 2010

<i>En milliers d'euros</i>	Terrains & constr.	Total ITMO (1)	Autres immos corp.	Immos en cours et autres	Total
Au 31 décembre 2009					
Valeurs brutes	45 877	128 967	29 080	4 540	208 464
Amortissements cumulés et dépréciations	(22 010)	(77 961)	(19 526)	(328)	(119 825)
Perte de valeur (2)	-	(1 075)	-	-	(1 075)
Valeur nette au 31 décembre 2009	23 867	49 931	9 554	4 212	87 564
Variations du premier semestre					
Acquisitions	321	1 795	829	1 548	4 493
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Sorties	(358)	(877)	(179)	(54)	(1 468)
Ecart de conversion	309	1 055	128	59	1 551
Amortissements et dépréciations	(475)	(4 552)	(1 359)	-	(6 386)
Autres mouvements (3)	(4 914)	(5 457)	70	(1 045)	(11 346)
Valeur nette au 30 juin 2010	18 750	41 895	9 043	4 720	74 408
Au 30 juin 2010					
Valeurs brutes	36 734	118 845	28 656	5 048	189 283
Amortissements cumulés et dépréciations	(17 984)	(76 290)	(19 613)	(328)	(114 875)
Perte de valeur (2)	-	(660)	-	-	(660)
Valeur nette au 30 juin 2010	18 750	41 895	9 043	4 720	74 408

(1) Installations techniques, matériel et outillage.

(2) Concerne BFMS et Nitrokémine

(3) Les autres mouvements correspondent, entre autres, au reclassement des actifs « Défense » des filiales italiennes, Società Esplosivi Industriali Spa (SEI) et SARDA, dans les groupes d'actifs destinés à être cédés pour 11 127 K€.

Contrats de locations financement

Les immobilisations corporelles incluent les éléments suivants pris en location financement :

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010	Exercice 2009
Constructions		
Valeur brute	152	142
Amortissements et dépréciations cumulés	(59)	(52)
Valeur nette comptable	93	90
ITMO		
Valeur brute	22 517	23 069
Amortissements et dépréciations cumulés	(13 369)	(13 030)
Valeur nette comptable	9 148	10 080
Autres immobilisations corporelles		
Valeur brute	5 030	4 780
Amortissements et dépréciations cumulés	(3 003)	(2 709)
Valeur nette comptable	2 027	2 071

Réconciliation des « Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles » des notes 6.2 et 6.3 avec le Tableau de flux de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	62	41
Acquisitions d'immobilisations corporelles	4 493	8 260
	4 555	8 301
Elimination des acquisitions d'immobilisations en contrats de location	(586)	(2 243)
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	11	398
	(575)	(1 845)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles – Tableau de Flux de Trésorerie	3 980	6 456

6.4. Participation dans les entreprises associées

Au 30 juin 2010, comme au 31 décembre 2009, le Groupe détient des participations dans deux entreprises associées : Arabian Explosives et Croda EPC.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	Exercice 2009
Valeur à l'ouverture de l'exercice	4 303	4 403
Quote-part du résultat	788	2 273
Ecart de conversion	514	(104)
Dividendes	(2 187)	(2 269)
Variation de périmètre	-	-
Valeur à la clôture de l'exercice	3 418	4 303

6.5. Participation dans les co-entreprises

Le groupe détient des participations dans quatre co-entreprises : Kemek, Exor, Nitrokemine Guinée et Société de Minage en Guinée (maison mère de Nitrokemine Guinée).

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	Exercice 2009
Actifs courants	7 468	6 388
Actifs non courants	4 717	5 086
Actifs	12 185	11 474
Passifs courants	3 863	3 550
Passifs non courants	3 332	1 253
Passifs	7 195	4 803
Actif net	4 990	6 671
Produit des activités ordinaires	4 975	14 503
Charges	4 575	12 602
Résultat net	400	1 901

6.6. Autres actifs financiers non courants

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	Exercice 2009
Titres de participation	2 997	2 945
Provisions sur titres de participation	(1 486)	(1 581)
Valeur nette des titres de participation	1 511	1 364
Créances rattachées à des participations	303	280
Prêts non courants	104	107
Divers	181	190
Autres actifs financiers – valeur brute	588	577
Provisions	-	-
Autres actifs financiers – valeur nette	588	577
Total autres actifs financiers non courants	2 099	1 941

Détail des titres de participation non consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	Exercice 2009
EPC Minetech	-	-
Modern Chemical Services	187	187
Davey Bickford	-	-
Sté camerounaise des explosifs	243	243
Corse expansif	153	176
Exchem Explosives Ltd	146	134
Cie Guinéenne de produits chimiques	271	154
Silex Seguridad	77	77
Cadex	72	72
Autres participations	362	321
Valeur nette des titres de participation	1 511	1 364

6.7. Stocks

6.7.1. Variation des stocks d'en-cours et de produits finis au compte de résultat

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Production stockée de biens	(1 065)	1 770
Variation d'en-cours de production de biens	17	631
Variation d'en-cours de production de services	(84)	71
Total	(1 132)	2 472

6.7.2. Stocks et en cours

<i>En milliers d'euros</i>	Matières premières et autres appro.	En-cours de biens et services	Produits intermédiaires	Marchandises	Total
Au 31 décembre 2009					
Valeurs brutes	7 555	1 107	10 337	13 215	32 214
Provisions cumulées	(432)	-	(97)	(82)	(611)
Valeur nette au 31 décembre 2009	7 123	1 107	10 240	13 133	31 603
Variations du premier semestre					
Mouvements de BFR	474	(118)	(1 001)	167	(478)
Dotations nettes aux provisions	152	-	7	-	159
Variations de périmètre	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	225	61	40	257	583
Autres mouvements (1)	(148)	-	(3 515)	(4 033)	(7 696)
Valeur nette au 30 juin 2010	7 826	1 050	5 771	9 524	24 171
Au 30 juin 2010					
Valeurs brutes	8 134	1 050	5 868	9 608	24 660
Provisions cumulées	(308)	-	(97)	(84)	(489)
Valeur nette au 30 juin 2010	7 826	1 050	5 771	9 524	24 171

(1) Les autres mouvements correspondent au reclassement des actifs « Défense » des filiales italiennes, Società Esplosivi Industriali Spa (SEI) et SARDA, dans les groupes d'actifs destinés à être cédés.

6.8. Clients et autres débiteurs

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	Exercice 2009
Avances et acomptes	1 870	1 581
Créances clients	106 942	93 714
Autres créances	4 051	1 861
Créances fiscales – hors IS	4 943	6 093
Comptes courants (1)	16 199	15 181
Dividendes à recevoir	-	-
Autres montants	769	425
Total des créances brutes	134 774	118 855
Dépréciation clients et comptes rattachés	(6 459)	(6 390)
Dépréciation des comptes courants (1)	(14 500)	(14 500)
Autres dépréciations	(198)	-
Total des dépréciations	(21 157)	(20 890)
Total des clients et autres débiteurs	113 617	97 965

(1) Au 30 juin 2010, les comptes courants comprennent principalement un compte courant relatif à STIPS TI, pour 14,3 M€, entièrement provisionné.

6.9. Trésorerie et équivalents de trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	Exercice 2009
VMP – Equivalents de trésorerie	15 008	10 858
Disponibilités (1)	12 328	20 673
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	27 336	31 531
Découverts bancaires	(10 375)	(7 056)
Total trésorerie nette	16 961	24 475
Trésorerie reclassé en actifs/passifs destinés à être cédés	-	(4)
Trésorerie nette des actifs/passifs destinés à être cédés	16 961	24 471

(1) Les disponibilités incluent un montant de 600 K€ mis sous séquestre suite au litige avec DG Construction et 3000 K€ au titre de la réserve de propre assureur d'EPC France.

Le groupe dispose en plus des lignes disponibles dans les filiales, d'une ligne de crédit au niveau de la société EPC SA de 9 000 K€ non utilisée au 30 juin 2010.

6.10. Capital

	Nombre d'actions	Nombre de parts de fondateurs	Total du capital (en milliers d'euros)
Au 30 juin 2010	168 400	29 473	5 220
Au 31 décembre 2009	168 400	29 473	5 220

Le capital est composé de 168 400 actions de 31 €. Un droit de vote double est attribué à toutes les actions nominatives, entièrement libérées, inscrites depuis cinq ans au moins au nom d'un même titulaire.

Il existe 29 473 parts de fondateurs sans valeur nominative offrant un droit dans les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation. Les réserves de la société tête de Groupe, la SA EPC, comportent un Fonds Précipitaire des parts qui bénéficiera exclusivement à ces dernières en cas de liquidation de la Société. Son montant s'élève désormais à 1 740 000 €, soit 25/75^{ème} du capital social.

6.11. Dettes financières

Dettes financières non courantes

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	Exercice 2009
Emprunts bancaires	23 063	23 759
Crédit-bail	6 231	7 730
Autres	-	-
Total dettes financières non courantes	29 294	31 489

Dettes financières courantes

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	Exercice 2009
Emprunts bancaires (1)	24 501	23 622
Autres emprunts et dettes assimilées	2 103	2 641
Crédit-bail	3 195	2 995
Découverts bancaires	10 375	7 056
Intérêts courus sur emprunt	78	11
Total dettes financières courantes	40 252	36 325

(1) Les emprunts bancaires courants correspondent à des lignes de crédits renouvelables.

Sur un total de 47 687 K€ d'Emprunts bancaires, 23 068 K€ sont soumis à ratios :

- Ratio de Structure Financière : rapport de l'Endettement Financier Net Consolidé sur les Capitaux Propres. Il s'élève à 0,43 au 30 juin 2010, inférieur aux 0,75 exigés.
- Ratio de Levier Financier : rapport de l'endettement Financier Net Consolidé sur l'Excédent Brut d'Exploitation Consolidé. Il s'élève à 2,31 au 30 juin 2010 inférieur au 2,50 exigés.

6.12. Impôts différés au bilan

Les mouvements d'impôts différés sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	Provisions dépollution décontamination et démantèlement	Fonds de pension	Autres	Total
Au 31 décembre 2009	4 903	2 436	198	7 537
Enregistré au compte de résultat	161	(18)	(229)	(86)
Enregistré en capitaux propres	-	9	-	9
Variations de périmètre	-	-	-	-
Différences de change	118	164	(106)	176
Reclassement en actifs destinés à être cédés	(295)	(472)	-	(767)
Au 30 juin 2010	4 887	2 119	(137)	6 869

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	Exercice 2009
Impôts différés actifs	8 804	10 041
Impôts différés passifs	(1 935)	(2 504)
Impôts différés nets	6 869	7 537

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Rappel de l'impôt comptabilisé au résultat	(86)	305
Impôt reclassé sur activités abandonnées	39	(12)
Impôts différés au compte de résultat	(47)	293

6.13. Provisions pour avantages aux salariés

<i>En milliers d'euros</i>	Provisions pour avantages aux salariés
Au 31 décembre 2009	11 676
Dépenses reconnues en compte de résultat	593
Cotisations versées	(758)
Ecart actuariels reconnus en capitaux propres	(95)
Variations de périmètre	-
Différences de change	588
Reclassement en passifs destinés à être cédés	(1 502)
Au 30 juin 2010	10 502

6.14. Autres provisions

<i>En milliers d'euros</i>	Démant. Décontam. Dépol.	Restruct.	Autres	Total
Au 31 décembre 2009	19 578	924	8 535	29 037
Provisions supplémentaires	-	-	1 708	1 708
Reprises (1)	-	(12)	(1 814)	(1 826)
Variation de périmètre	-	-	33	33
Augm. du montant actualisé (effet temps et modif. du taux)	393	-	-	393
Ecart de conversion	604	-	6	610
Reclassement en passifs destinés à être cédés	(941)	-	-	(941)
Au 30 juin 2010	19 634	912	8 468	29 014

(1) Les reprises des autres provisions de garantie incluent notamment un montant de 500 K€ liés aux engagements sur STIPS TI.

Détail des autres provisions entre non courant et courant

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	Exercice 2009
Non courant	26 221	26 519
Courant	2 793	2 518
Total	29 014	29 037

6.15. Fournisseurs et autres créditeurs

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	Exercice 2009
Dettes fournisseurs	49 046	45 933
Avances et acomptes reçus sur commandes	1 007	3 097
Dettes sociales	7 794	8 166
Dettes fiscales	11 324	9 323
Autres dettes	4 085	3 349
Total	73 256	69 868

6.16. Besoin en Fonds de Roulement

Le besoin en fonds de roulement s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	Variations BFR & prov. courantes	Autres Variations (1)	Exercice 2009
Stocks et en cours	24 171	(319)	(7 113)	31 603
Clients et autres débiteurs	113 617	17 589	(1 937)	97 965
Autres actifs long terme	509	(80)	68	521
Autres actifs courants	4 133	342	(403)	4 194
Sous total	142 430	17 532	(9 385)	134 283
Fournisseurs et autres créditeurs	(73 256)	(3 674)	286	(69 868)
Autres passifs long terme	(413)	(8)	1 017	(1 422)
Autres passifs courants	(1 951)	(463)	52	(1 540)
Sous total	(75 620)	(4 145)	1 355	(72 830)
Besoin en fonds de roulement	66 810	13 387	(8 030)	61 453

(1) dont écart de conversion, variations de périmètre et reclassements des groupes d'actifs et de passifs destinés à être cédés.

6.17. Incidence des variations de périmètre

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Trésorerie acquise lors des entrées de périmètre	-	129
Investissement en titres consolidés	-	-
Impact des entrées de périmètre	-	129
Variation des dettes sur immobilisations liée à la cession des titres consolidés	-	-
Variation de la trésorerie liée aux cessions	-	-
Impact des sorties de périmètre	-	-
Total des incidences de périmètre	-	129

Au 30 juin 2009, la variation de périmètre pour 129 K€ concerne l'entrée des sociétés suivantes:

- Diogen pour 36K€
- EPC Minetech pour 68K€
- EPC Ceska pour 26K€

6.18. Engagements financiers

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010	Exercice 2009
Effets escomptés non échus	502	567
Avals et cautions	5 541	6 215
Garanties d'actif et de passif	-	-
Hypothèques et nantissements	7 363	7 298
Autres	3 323	3 012
Total des garanties données	16 729	17 092

7. Information relative aux parties liées

7.1. Contrôle

Le Groupe EPC est contrôlé par la société EJ Barbier. La société tête de Groupe est la Société Anonyme d'explosifs et produits chimiques, EPC, détenue à 64,54 % par EJ Barbier qui publie des états financiers annuels.

7.2. Relation avec les filiales

Les transactions entre la société mère et ses filiales, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans ces notes.

7.3. Transactions avec des parties liées

Le Groupe entretient des relations avec les parties liées suivantes :

- EJ.Barbier, maison mère d'EPC SA
- Adex, Adex TP et Adex Services filiales détenues majoritairement par EJ.Barbier.

Au cours du premier semestre 2010, les relations entre le Groupe EPC et les sociétés liées sont restées en ligne avec la progression de l'activité. Aucune transaction inhabituelle, par sa nature, n'est intervenue au cours de cette période.

8. Activités cédées

8.1. Cession de l'activité « Défense » en Italie

Suite à la signature d'un compromis de vente de l'activité « Défense » détenues par les sociétés italiennes SEI et SARDA, et conformément à la norme IFRS5, les postes du bilan au 30 juin 2010 ont été reclassés en actifs/passifs destinés à être cédés :

<i>En milliers d'euros</i>	Juin 2010
Actifs non courants	12 519
Actifs courants	11 547
Actifs destinés à être cédés	24 066
Passifs non courants	3 603
Passifs courants	2 563
Passifs destinés à être cédés	6 166
Chiffre d'affaires	8 422
Résultat opérationnel courant	(170)
Résultat net	(64)

8.2. Cession de la société STID

La société STID a été cédée le 25 février 2010. Conformément à la norme IFRS5, les postes du bilan avaient été reclassés en actifs/passifs destinés à être cédés au 31 décembre 2009 :

<i>En milliers d'euros</i>	Décembre 2009
Actifs non courants	135
Actifs courants	244
Actifs destinés à être cédés	379
Passifs non courants	7
Passifs courants	274
Passifs destinés à être cédés	281
Chiffre d'affaires	409
Résultat opérationnel courant	(351)
Résultat net	(305)

9. Abandons d'activités

Résultat net des activités abandonnées

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
EI (note 9.1)	(15)	-
STIPS TI et ses filiales (note 9.4)	-	383
Nitrokemfor Services (note 9.2)	(7)	(115)
BFMS (note 9.3)	(173)	-
Résultat net des activités abandonnées	(195)	268

9.1. Arrêt des activités portugaises

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Produit des activités ordinaires	-	-
Résultat opérationnel	(15)	-
Produits (charges) financiers, nets	-	-
Impôt sur les résultats	-	-
Résultat net des activités abandonnées	(15)	-

9.2. Arrêt des activités de Nitrokemfor Services

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Produit des activités ordinaires	10	444
Résultat opérationnel	21	36
Produits (charges) financiers, nets	(14)	(139)
Impôt sur les résultats	(14)	(12)
Résultat net des activités abandonnées	(7)	(115)

9.3. Arrêt des activités de BFMS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009 (Pour Info)
Produit des activités ordinaires	-	1 854
Résultat opérationnel	(113)	(369)
Produits (charges) financiers, nets	16	(11)
Impôt sur les résultats	(76)	(25)
Résultat net des activités abandonnées	(173)	(405)

9.4. Liquidation de STIPS TI et ses filiales

Certaines opérations comptabilisées au 30 juin 2009 dans d'autres sociétés du Groupe et directement imputables à la liquidation judiciaire de la société STIPS TI et de ses filiales, ont été classées en activités abandonnées. Cette liquidation n'a eu aucun impact sur le résultat du premier semestre 2010. L'impact trésorerie est détaillé dans le Tableau de Flux de Trésorerie.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2010	30 juin 2009
Opérations comptabilisées dans d'autres sociétés du Groupe	-	383
Liquidation judiciaire de STIPS TI et ses filiales	-	383

10. Sociétés du Groupe

Sociétés		Pays	% d'intérêt	
			Juin 2010	Déc. 2009
Filiales – Intégration globale				
EPC SA		France	100,00	100,00
EPC France (ex Nitrochimie)		France	65,00	65,00
SIMECO SAS		France	52,00	52,00
DTS SARL		France	56,62	56,62
SOCCAP SAS		France	65,00	65,00
ALPHAROC (ex STIPS SAS)		France	65,00	65,00
DEMOKRITE SAS		France	100,00	100,00
DEMOSTEN		France	100,00	100,00
A.T.D. SAS		France	78,31	78,31
PRODEMO SAS		France	100,00	100,00
Société de Forage en Guinée (SAS)	(2)	France	-	65,00
OCCAMAT SAS		France	100,00	100,00
OCCAMIANTE SAS		France	100,00	100,00
2 B RECYCLAGE SAS		France	100,00	100,00
FORAGE MINAGE DE L'OUEST (FMO)		France	52,00	52,00
LES DEPOTS EXPLOSIFS		France	100,00	100,00
GENISSIAT PARTICIPATIONS		France	100,00	100,00
KINSITE SA		France	66,23	66,23
EPC MINETEK EUROPE		France	100,00	100,00
PROMETHEE CONSEIL		France	100,00	100,00
PYRENEES MINAGE		France	65,00	65,00
SOCIETE AFRICAINE MINES SERVICES	(3)	France	-	100,00
STID	(4)	France	-	100,00
SOCIETE MINE AFRIQUE		France	100,00	100,00
DIOGEN		France	99,75	99,75
EPC MINETECH		France	100,00	100,00
SOCIETA ESPLOSIVI INDUSTRIALI Spa (SEI)	(7)	Italie	100,00	100,00
SARDA ESPLOSIVI INDUSTRIALI Spa	(7)	Italie	100,00	100,00
INTEREM		Italie	100,00	100,00
EPC UK (ex EXCHEM Plc)		Grande Bretagne	87,02	87,02
EXCHEM DEFENCE SYSTEM Ltd	(5)	Grande Bretagne	87,02	99,87
BLASTING SERVICES Ltd		Grande Bretagne	87,02	87,02
MINEXPLO		Grande Bretagne	51,00	51,00
SCAM		Maroc	99,87	99,87
MAROC DYNAMITE		Maroc	94,00	94,00
DYNAMICHAINES		Belgique	51,56	51,56
DGO M3		Belgique	26,30	26,30
EMPRESA DE EXPLOSIVOS INDUSTRIAIS LDA (EEI)	(1)	Portugal	46,85	46,85
GALILEO EXPLOSIVOS SA		Espagne	99,97	99,97
SERAFINA ORTEGA E HIJOS SA		Espagne	59,98	59,98
SERVICIOS INTEGRALES DEL EXPLOSIVO		Espagne	99,97	99,97
EPC GmbH	(6)	Allemagne	-	65,00
EPC Deutschland (ex DEXPLO GmbH)		Allemagne	100,00	100,00
EPC Sprengtechnik (ex DEXPLO Sprengtechnik)		Allemagne	100,00	100,00
EPC LUTSCHER		Allemagne	100,00	100,00
EXPLOMINEX		Pologne	100,00	100,00
EPC Romania (ex Gerominex)		Roumanie	90,30	90,30
EPC Ceska Republika		Rép. Tchèque	97,46	97,46
NITROKEMFOR		Guinée	65,00	65,00
NITROKEMFOR SERVICES	(1)	Guinée	65,00	65,00
NITROKEMFOR SENEGAL		Sénégal	65,00	65,00
EPC Sverige (ex SKANEXPLO AB)		Suède	100,00	100,00
EPC Norge (ex SKANEXPLO AS)		Norvège	100,00	100,00
EPCAPRE		Luxembourg	100,00	100,00
BURKINA FASO MINING SERVICES	(1)	Burkina Faso	100,00	100,00

Entreprises associées – Mises en équivalence			
ARABIAN EXPLOSIVES (PRIVATE Ltd)	Emirats Arabes Unis	40,00	40,00
CRODA EPC (ex CELTITE AUSTRALIA)	Australie	38,70	38,70
Coentreprises – Intégration proportionnelle			
SOCIETE DE MINAGE EN GUINEE (SAS)	France	32,50	32,50
EXOR	Grande Bretagne	43,51	43,51
NITROKEMINE	Guinée	32,50	32,50
KEMEK	Irlande	50,00	50,00
Entreprises non consolidées			
NITRATE ET ENGRAIS	France	55,49	55,49
CORSE EXPANSIF	France	19,83	19,83
DAVEY BICKFORD	France	10,00	10,00
SICIEX	France	98,00	98,00
CORSE CONFORTEMENT FORAGE MINAGE	France	11,44	11,44
SCI DE LA PAIX	France	16,25	16,25
SILEX SEGURIDAD	Espagne	69,30	69,30
SANTOS DE CUNHA 7	Portugal	13,08	13,08
CALEXPLO	Nvlle Calédonie	33,14	33,14
SOCIETE CONGOLAISE DES EXPLOSIFS	Congo	47,02	47,02
SOCIETE GABONAISE DES EXPLOSIFS	Gabon	46,94	46,94
SOCIETE CAMEROUNAISE DES EXPLOSIFS	Cameroun	49,00	49,00
SOCIETE SENEGALAISE D'EXPLOSIFS	Sénégal	50,00	50,00
CIE GUINEENNE DE PRODUITS CHIMIQUES	Guinée	32,50	32,50
MODERN CHEMICAL SERVICES	Arabie-Saoudite	10,00	10,00

Commentaires sur les filiales en intégration globale :

- (1) Présenté en activités abandonnées
- (2) Absorbée au 21 juin par SOCCAP SAS
- (3) Absorbée au 21 juin par SOCIETE MINE AFRIQUE
- (4) Vendue le 1er janvier
- (5) Rachat des titres par EXCHEM (détenus auparavant par SEI)
- (6) Absorbée au 1^{er} janvier par EPC Deutschland
- (7) L'activité « Défense » de ces entités est présentée en activités destinées à être cédées

11. Événements post clôture

Néant



Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Versailles
63, rue de Villiers
92 208 Neuilly-sur-Seine Cedex
France

ACE Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Paris
5, Avenue F. Roosevelt
75008 Paris
France

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010**

(Période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010)

Aux Actionnaires

SOCIETE ANONYME D'EXPLOSIFS ET DE PRODUITS CHIMIQUES

61 Rue Galilée
75008 PARIS

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la Société Anonyme d'Explosifs et de Produits Chimiques, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice

professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.7 qui expose le traitement comptable de l'option d'achat de titres de la Joint Venture MCS et la note 9 qui détaille l'incidence des activités abandonnées.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 31 août 2010

Les commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

ACE AUDIT

Hubert Toth
Associé

Alain Auvray
Associé



Attestation du responsable du rapport semestriel d'activité

**Attestation du responsable du rapport semestriel
d'activité**

Nous attestons qu'à notre connaissance, que les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2010 du Groupe EPC sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le Directeur Général

Le Directeur Financier

Olivier Obst

Charles-Ernest Armand